



DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Zénith de Toulon – jeudi 25 septembre 2008

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Maire de Toulon, cher Hubert,
Et si vous me le permettez, mes chers concitoyens et mes chers amis,

Si j'ai voulu m'adresser ce soir aux Français, c'est parce que la situation de notre pays l'exige. Je mesure la responsabilité qui est la mienne dans les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvons.

Une crise de confiance sans précédent ébranle l'économie mondiale. De grandes institutions financières sont menacées, des millions de petits épargnants dans le monde qui ont placé leurs économies à la Bourse voient jour après jour fondre leur patrimoine, des millions de retraités qui ont cotisé à des fonds de pension craignent pour leurs retraites, des millions de foyers modestes sont mis en difficulté par la hausse des prix.

Comme partout dans le monde, les Français ont peur pour leurs économies, peur pour leur emploi, peur pour leur pouvoir d'achat.

La peur est une souffrance.

La peur empêche d'entreprendre, la peur empêche de s'engager.

Quand on a peur, on n'a pas de rêve, quand on a peur on ne se projette pas dans l'avenir.

La peur est la principale menace qui pèse aujourd'hui sur l'économie.

Il faut vaincre cette peur. C'est la tâche la plus urgente. On ne la vaincra pas, on ne rétablira pas la confiance en mentant, on rétablira la confiance en disant la vérité.

La vérité, les Français la veulent, et je suis persuadé qu'ils sont prêts à l'entendre. S'ils ont le sentiment à l'inverse qu'on leur cache des choses, alors le doute grandira. S'ils ont la conviction qu'on ne leur cache rien, ils puiseront en eux-mêmes la force de surmonter la crise.

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise n'est pas finie, que ses conséquences seront durables, que la France est trop engagée dans l'économie mondiale pour que l'on puisse penser un instant qu'elle pourrait être à l'abri des événements qui sont en train, ni plus ni moins, de bouleverser le monde. **Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise actuelle aura des conséquences dans les mois qui viennent sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat.**

Dire la vérité aux Français, c'est leur dire d'abord la vérité sur la crise financière. Parce que cette crise, sans équivalent depuis les années 30, cette crise financière marque la fin d'un monde, d'un monde qui s'était construit sur la chute du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide. Ce monde avait été porté par un grand rêve de liberté et de prospérité.



La génération qui avait vaincu le communisme avait rêvé d'un monde, où la Démocratie et le marché résoudraient tous les problèmes de l'humanité. Cette génération avait rêvé d'une mondialisation heureuse qui vaincrait la pauvreté et la guerre.

Ce rêve a commencé à devenir réalité : les frontières se sont ouvertes, des millions d'hommes ont été arrachés à la misère, mais le rêve s'est brisé sur le retour des fondamentalismes religieux, des nationalismes, des revendications identitaires, le terrorisme, les dumpings, les délocalisations, les dérives de la finance globale, les risques écologiques, l'épuisement annoncé des ressources naturelles, les émeutes de la faim.

Au fond c'est une certaine idée de la mondialisation qui s'achève avec la fin du capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir.

L'idée de la toute puissance du marché qui ne devait être contrarié par aucune règle, par aucune intervention politique, cette idée de la toute puissance du marché était une idée folle.

L'idée que les marchés ont toujours raison est une idée folle.

Pendant plusieurs décennies on a donc créé les conditions dans lesquelles l'industrie se trouvait soumise à la logique de la rentabilité financière à court terme.

On a caché les risques toujours plus grands qu'on était obligé de prendre pour obtenir des rendements de plus en plus exorbitants.

On a mis en place des systèmes de rémunération qui poussaient les opérateurs à prendre de plus en plus de risques absolument inconsidérés.

On a fait semblant de croire qu'en mutualisant les risques on les faisait disparaître.

On a laissé les banques spéculer sur les marchés au lieu de faire leur métier qui est de mobiliser l'épargne au profit du développement économique et d'analyser le risque du crédit.

On a financé le spéculateur plutôt que l'entrepreneur.

On a laissé sans aucun contrôle les agences de notation et les fonds spéculatifs.

On a obligé les entreprises, les banques, les compagnies d'assurance à inscrire leurs actifs dans leurs comptes aux prix du marché qui montent et qui descendent au gré de la spéculation.

On a soumis les banques à des règles comptables qui ne fournissent aucune garantie sur la bonne gestion des risques mais qui, en cas de crise, contribuent à aggraver la situation au lieu d'amortir le choc.

C'était une folie dont le prix se paie aujourd'hui !

Ce système où celui qui est responsable d'un désastre peut partir avec un parachute doré, où un trader peut faire perdre cinq milliards d'Euro à sa banque sans que personne ne s'en aperçoive, où l'on exige des entreprises des rendements trois ou quatre fois plus élevés que la croissance de l'économie réelle, ce système a creusé des inégalités, a démoralisé les classes moyennes et a alimenté la spéculation sur les marchés de l'immobilier, des matières premières et des produits agricoles.

Mais ce système, il faut le dire parce que c'est la vérité, ce n'est pas l'économie de marché, ce n'est pas le capitalisme.

L'économie de marché c'est un marché régulé, le marché mis au service du développement, au service de la société, au service de tous. Ce n'est pas la loi de la jungle, ce n'est pas des profits exorbitants pour quelques-uns et des sacrifices pour tous les autres. L'économie de marché c'est la concurrence qui réduit les prix, qui élimine les rentes et qui profite à tous les consommateurs.

Le capitalisme ce n'est pas le court terme, c'est la longue durée, l'accumulation du capital, la croissance à long terme.



Le capitalisme ce n'est pas la primauté donnée au spéculateur. C'est la primauté donnée à l'entrepreneur, le capitalisme c'est la récompense du travail, de l'effort et de l'initiative.

Le capitalisme ce n'est pas la dilution de la propriété, l'irresponsabilité généralisée. Le capitalisme c'est la propriété privée, la responsabilité individuelle, l'engagement personnel, le capitalisme c'est une éthique, c'est une morale, ce sont des institutions.

C'est d'ailleurs le capitalisme qui a permis l'essor extraordinaire de la civilisation occidentale depuis sept siècles.

La crise financière, que nous connaissons aujourd'hui, mes chers compatriotes, n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui, en quelque sorte, a trahi l'esprit du capitalisme.

Je veux le dire aux Français : **l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle.** Renouer avec le collectivisme qui a provoqué dans le passé tant de désastres serait une erreur historique.

Mais à l'inverse ne rien faire, ne rien changer, se contenter de mettre toutes les pertes à la charge du contribuable et **faire comme s'il ne s'était rien passé serait également une erreur historique.**

Nous pouvons sortir, mes chers compatriotes, plus forts de cette crise. Nous pouvons nous en sortir et nous pouvons nous en sortir plus forts si nous acceptons de changer nos manières de penser et nos comportements. Si nous faisons l'effort nécessaire pour nous adapter aux réalités nouvelles qui s'imposent à nous. Si nous décidons d'agir au lieu de subir.

*
* *

La crise actuelle doit nous inciter à refonder le capitalisme, le refonder sur une éthique, celle de l'effort et celle du travail, elle doit nous inciter à retrouver un équilibre entre la liberté nécessaire et la règle, entre la responsabilité collective et la responsabilité individuelle.

Il nous faut trouver un nouvel équilibre entre l'Etat et le marché, alors que partout dans le monde les pouvoirs publics sont obligés d'intervenir pour sauver le système bancaire de l'effondrement.

Un nouveau rapport doit s'instaurer entre l'économie et la politique à travers la mise en chantier de nouvelles réglementations.

L'autorégulation pour régler tous les problèmes, c'est fini.

Le laissez-faire, c'est fini.

Le marché tout puissant qui a toujours raison, c'est fini.

Il faut tirer les leçons de la crise pour que la crise ne se reproduise pas. Nous venons de passer à deux doigts de la catastrophe, le monde est passé à deux doigts de la catastrophe, on ne peut pas prendre le risque de recommencer.

Si l'on veut reconstruire un système financier viable, la moralisation du capitalisme financier est une priorité.

*
* *

Je n'hésite d'ailleurs pas à dire que les modes de rémunération des dirigeants et des opérateurs doivent être désormais encadrés. Il y a eu trop d'abus, il y a eu trop de scandales.

Alors ou bien les professionnels se mettent d'accord sur des pratiques acceptables, ou bien le gouvernement de la République réglera le problème par la loi avant la fin de l'année.

Les dirigeants ne doivent pas avoir le statut de mandataire social et bénéficier en même temps des garanties liées à un contrat de travail. Ils ne doivent pas recevoir d'actions gratuites. Leur rémunération doit être indexée sur les performances économiques réelles de l'entreprise. Ils ne doivent pas pouvoir prétendre à un parachute doré lorsqu'ils ont commis des fautes ou mis leur entreprise en difficulté. Et si les dirigeants sont intéressés au résultat, ce qui est une bonne chose, les autres salariés de l'entreprise, notamment les plus modestes, doivent l'être aussi car eux aussi contribuent à la richesse de l'entreprise. Si les dirigeants ont des stock options, les autres salariés doivent en avoir aussi ou à défaut bénéficier d'un système d'intéressement.

Ce sont des principes simples qui relèvent du bon sens et de la morale élémentaire sur lesquels je ne céderai pas.

Les dirigeants perçoivent des rémunérations élevées parce qu'ils ont de lourdes responsabilités. Mais on ne peut pas vouloir être très bien payé et ne pas vouloir assumer ses responsabilités. L'un va avec l'autre.

C'est encore plus vrai dans la finance que partout ailleurs. Et qui pourrait admettre que tant d'opérateurs financiers s'en tirent à bon compte alors que pendant des années ils se sont enrichis en menant tout le système financier dans la situation dont il se trouve aujourd'hui.

Les responsabilités doivent être recherchées et les responsables de ce naufrage doivent être sanctionnés au moins financièrement. L'impunité serait immorale. On ne peut pas se contenter de faire payer les actionnaires, les clients, les salariés, les contribuables en exonérant les principaux responsables. Personne ne pourrait accepter ce qui serait, ni plus, ni moins qu'une injustice de grande ampleur ?

Il faut ensuite réglementer les banques pour réguler le système. Car les banques sont au cœur du système.

Il faut cesser d'imposer aux banques des règles de prudence qui sont d'abord une incitation à la créativité comptable plutôt qu'à une gestion rigoureuse des risques. Ce qu'il faudra dans l'avenir, c'est contrôler beaucoup mieux la façon dont elles font leur métier, la manière dont elles évaluent et dont elles gèrent leurs risques, l'efficacité de leurs contrôles internes...

Il faudra imposer aux banques de financer le développement économique plutôt que la spéculation.

La crise que nous connaissons devrait amener à une restructuration de grande ampleur de tout le secteur bancaire mondial. Compte tenu de ce qui vient de se passer et de l'importance de l'enjeu pour l'avenir de notre économie, **il va de soi qu'en France l'Etat sera attentif et jouera un rôle actif.**

Il va falloir s'attaquer au problème de la complexité des produits d'épargne, de l'opacité des transactions de façon à ce que chacun soit en mesure d'évaluer réellement les risques qu'il prend.

Mais il faudra bien aussi se poser des questions qui fâchent celle des **paradis fiscaux**, celle des conditions dans lesquelles s'effectuent **les ventes à découvert** qui permettent de spéculer en vendant des titres que l'on ne possède pas ou celle de **la cotation en continu** qui permet d'acheter et de vendre



à tout moment des actifs et dont on sait le rôle qu'elle joue dans les emballlements du marché et dans la création des bulles spéculatives.

Il va falloir nous interroger sur l'obligation de comptabiliser les actifs aux prix du marché qui se révèle si déstabilisante en cas de crise.

Il va falloir **contrôler les agences de notation** dont j'insiste sur le fait qu'elles ont été défaillantes. Et désormais, aucune institution financière, aucun fonds ne doit être en mesure d'échapper au contrôle d'une autorité de régulation.

Mais la remise en ordre du système financier ne serait pas complète si en même temps on ne cherchait pas à mettre un terme au désordre des monnaies.

La monnaie est au cœur de la crise financière comme elle est au cœur des distorsions qui affectent les échanges mondiaux. Et si l'on n'y prend pas garde le dumping monétaire finira par engendrer des guerres commerciales extrêmement violentes et ouvrira ainsi la voie au pire des protectionnismes. Le producteur français peut faire tous les gains de productivité qu'il veut ou qu'il peut. Il peut à la rigueur concurrencer les bas salaires des ouvriers chinois, mais il ne peut pas compenser la sous-évaluation de la monnaie chinoise. Notre industrie aéronautique peut être aussi performante que possible, elle ne peut pas lutter contre l'avantage de compétitivité que la sous-évaluation chronique du dollar donne aux constructeurs américains.

Je redis donc, à quel point **il me paraît nécessaire que les chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays concernés se réunissent avant la fin de l'année pour tirer les leçons de la crise financière et coordonner leurs efforts pour rétablir la confiance.** J'ai fait cette proposition en plein accord avec la chancelière allemande, Angela Merkel, avec qui je m'en suis entretenu et qui partage les mêmes préoccupations à propos de la crise financière et sur les leçons qu'il va falloir en tirer.

Je suis convaincu que le mal est profond et qu'il faut **remettre à plat tout le système financier et monétaire mondial, comme on le fit à Bretton-Woods après la Seconde Guerre Mondiale.** Cela nous permettra de créer les outils d'une régulation mondiale que la globalisation et la mondialisation des échanges rendent indispensables. On ne peut pas continuer de gérer l'économie du XXIème siècle avec les instruments de l'économie du XXème. On ne peut pas davantage penser le monde de demain avec les idées d'hier.

Quand les banques centrales font tous les jours toute la trésorerie des banques et quand le contribuable américain s'apprête à dépenser mille milliards de dollars pour éviter la faillite généralisée, il me semble que la question de la légitimité des pouvoirs publics à intervenir dans le fonctionnement du système financier ne se pose plus !

Il arrive que l'autorégulation soit insuffisante. Il arrive que le marché se trompe. Il arrive que la concurrence soit inefficace ou déloyale. Alors il faut bien que l'Etat intervienne, qu'il impose des règles, qu'il investisse, qu'il prenne des participations, pourvu qu'il sache se retirer quand son intervention n'est plus nécessaire.

Rien ne serait pire qu'un Etat prisonnier de dogmes, enfermé dans une doctrine qui aurait la rigidité d'une religion. Imaginons où en serait le monde si le gouvernement américain était resté sans rien faire face à la crise financière sous prétexte de respecter je ne sais quelle orthodoxie en matière de concurrence, de budget ou de monnaie ?

En ces circonstances exceptionnelles où la nécessité d'agir s'impose à tous, j'appelle l'Europe à réfléchir sur sa capacité à faire face à l'urgence, à repenser ses règles, ses principes, en tirant les

leçons de ce qui se passe dans le monde. L'Europe doit se donner les moyens d'agir quand la situation l'exige et non se condamner à subir.

Si l'Europe veut préserver ses intérêts. Si l'Europe veut avoir son mot à dire dans la réorganisation de l'économie mondiale, **elle doit engager une réflexion collective sur sa doctrine de la concurrence, la concurrence n'est, à mes yeux, qu'un moyen et non une fin en soi, sur sa capacité à mobiliser des ressources pour préparer l'avenir, sur les instruments de sa politique économique, sur les objectifs assignés à la politique monétaire.** Je sais que c'est difficile parce que l'Europe c'est 27 pays, mais quand le monde change, l'Europe doit changer aussi. **L'Europe doit être capable de bousculer ses propres dogmes.** L'Europe ne peut pas se trouver condamnée à être la variable d'ajustement de toutes les autres politiques dans le monde parce qu'elle ne se serait pas donnée les moyens d'agir. Et je veux poser une question grave : si ce qui s'est passé aux Etats-Unis s'était passé en Europe, avec quelle rapidité, avec quelle force, avec quelle détermination l'Europe, avec les institutions actuelles, les principes actuels, aurait-elle fait face à la crise ? Pour tous les Européens il est entendu que la meilleure réponse à la crise doit être européenne. En tant que Président de l'Union, je proposerai des initiatives en ce sens dès le prochain conseil européen du 15 octobre.

*
* *

S'agissant de la France, je le dis aux Français qui craignent pour leurs économies déposées dans les banques et les établissements financiers : les banques françaises paraissent en mesure de surmonter les difficultés actuelles, mais **je le dis avec solennité : si elles devaient être mises en difficulté par la spéculation, je n'accepterais pas qu'un seul déposant perde un seul euro parce qu'un établissement financier se révélerait dans l'incapacité de faire face à ses engagements.** Les épargnants qui ont eu confiance dans les banques, dans les compagnies d'assurance, dans les institutions financières de notre pays ne verront pas leur confiance trahie. Ils ne paieront pas pour les erreurs éventuelles des dirigeants et l'imprudence éventuelle des actionnaires. L'Etat est là et l'Etat fera son devoir.

C'est un engagement solennel que je prends ce soir : quoi qu'il arrive, l'Etat garantira la sécurité et la continuité du système bancaire et financier français.

Je le dis avec la même détermination : si les difficultés actuelles devaient entraîner une restriction du crédit qui priverait les Français et les entreprises, en particulier les PME, des moyens de financer leurs investissements ou d'assurer leur trésorerie, **l'Etat interviendrait pour que ces financements puissent être assurés. Il le ferait par des cautions, par des garanties, par des apports en capital ou par une modification de la réglementation bancaire, mais il le ferait** pour éviter que par un engrenage fatal l'économie privée de financements s'enfonce durablement dans une récession que nous n'accepterons pas.

Bien que les ménages français soient en moyenne beaucoup moins endettés que dans la plupart des autres pays développés, l'accès au logement et à la propriété risquent d'être rendus plus difficile du fait de la contraction du crédit, de la hausse des taux d'intérêt et de la diminution d'une offre déjà insuffisante pour répondre aux besoins. La loi de mobilisation pour le logement sera adoptée en urgence. **J'y ajouterai des mesures fortes pour que les programmes immobiliers en cours puissent être menés à bien et pour que des terrains appartenant au secteur public soient libérés pour y construire de nouveaux logements**, ce qui contribuera à la baisse des prix qui avaient atteint des niveaux parfaitement excessifs.

Face au ralentissement de l'activité se pose naturellement la question de la relance de notre économie. Cette relance nous l'avons engagée, bien avant tous les autres, avec les mesures prises il y a un an sur les heures supplémentaires, la possibilité de déduire les intérêts de ses emprunts immobiliers, la



suppression des droits de succession, le crédit d'impôt recherche, auxquels se sont ajoutées d'autres mesures comme le déblocage de la participation.

Ce soutien apporté à l'activité nous a permis de mieux résister à la crise.

Mais si l'activité venait à reculer fortement et durablement, je n'hésiterais pas à prendre les mesures nécessaires pour la soutenir. Aujourd'hui il faut du sang froid. Se garder de réactions précipitées mais en même temps être prêt à la réactivité.

*
* *

La crise actuelle est une crise structurelle. Les changements qu'elle annonce sont profonds. A cette crise structurelle doit répondre une politique structurelle. Le monde change. Nous devons changer avec lui. Nous devons même autant que faire se peut, anticiper le changement. **La crise appelle à accélérer le rythme des réformes, en aucun cas à l'arrêter ou à le ralentir.**

Je veux dire aux Français qu'il n'existe aucune solution miracle qui permettrait à notre pays de se dispenser des efforts nécessaires pour surmonter la crise.

Il faut bien sûr d'abord penser aux plus vulnérables dont la vie n'est déjà pas facile quand il n'y a pas la crise mais dont la vie est insupportable quand la crise arrive. C'est dans ces moments-là que la solidarité avec ceux qui sont en difficulté doit être la plus forte. C'est la raison pour laquelle, j'ai pris la décision de créer le RSA, **d'augmenter le minimum vieillesse, les pensions de réversion les plus modestes et pour les titulaires de minima sociaux**, dont le pouvoir d'achat n'est pas garanti contrairement aux allocations familiales et aux retraites, d'accorder **une prime exceptionnelle pour compenser le retard sur l'évolution réelle des prix.**

Quand on veut dire la vérité aux Français, il faut la leur dire jusqu'au bout et la vérité c'est que **l'Etat ne peut pas indéfiniment financer ses dépenses courantes et ses dépenses de solidarité par l'emprunt.** Parce qu'un jour il faut bien payer ses dettes.

L'argent de l'Etat, c'est l'argent des Français. Ils ont travaillé trop dur pour le gagner pour que l'on ait le droit de le gaspiller. On a gaspillé l'argent des Français lorsqu'on l'a dépensé pour financer les 35 heures avec les résultats catastrophiques au plan économique et social que l'on connaît.

Alors pour retrouver des marges de manœuvre et pour préparer l'avenir, les dépenses de fonctionnement de l'Etat doivent diminuer. L'année prochaine, c'est donc un total sans précédent de **30 600 emplois publics** qui seront supprimés dans la fonction publique. La révision des politiques publiques sera menée avec beaucoup de célérité. La réforme de l'hôpital permettra d'améliorer l'accès aux soins tout en supprimant des dépenses inutiles. Les agents hospitaliers seront intéressés à l'équilibre de leur budget et partout les fonctionnaires seront associés aux gains de productivité dans la fonction publique. C'est une véritable révolution culturelle que nous mettons en place et qui va modifier en profondeur les comportements.

Après la remise à plat de la carte judiciaire, des restructurations militaires, nous irons plus loin dans la réorganisation de nos administrations et de nos services publics. **Nous allons donc engager la deuxième étape de la réforme de l'Etat dès l'année prochaine.**

Et je l'annonce, le grand chantier de la réforme de nos administrations locales sera ouvert dès le mois de janvier prochain. Le moment est venu de poser la question du nombre des échelons de collectivités locales dont le nombre et l'enchevêtrement des compétences est une source d'inefficacité et de dépenses supplémentaires. Mesdames et Messieurs, la compétitivité de notre économie est



capitale. Si nous voulons une économie compétitive nous ne pouvons plus lui faire supporter un poids excessif de dépenses publiques. J'assumerai mes responsabilités sur la diminution des effectifs et sur la réforme des échelons territoriaux français. Cela fait trop longtemps qu'on en parle, maintenant on va agir, on va décider.

Mais là aussi, je vous dois la vérité : dans la situation où se trouve l'économie, je ne conduirai pas une politique d'austérité parce que l'austérité aggraverait la récession. Je n'accepterai donc pas de hausses des impôts et des taxes qui réduiraient le pouvoir d'achat des Français. Car notre objectif, c'est de leur rendre du pouvoir d'achat et non de leur en prendre.

Je n'accepterai pas d'augmenter les charges qui pèsent sur les entreprises parce que ce serait affaiblir leur compétitivité quand, au contraire, il faudrait la renforcer. Faire payer les entreprises sous prétexte que ce serait indolore, ce serait commettre la même erreur économique que celle qui fut faite en France au milieu des années 70 lors du premier choc pétrolier, avec les résultats désastreux que l'on connaît.

La France ne s'en sortira pas en investissant moins mais en investissant plus. C'est la raison pour laquelle désormais **de nouveaux investissements seront exonérés de la taxe professionnelle** qui les pénalise. Nous allons avec les collectivités locales engager une grande concertation pour trouver une ressource de remplacement qui ait moins d'effets nocifs sur l'économie. Mais, vous le comprenez aussi, si nous arrivons à diminuer le nombre d'échelons territoriaux, alors nous pourrions poser plus facilement la question de la disparition à terme de la taxe professionnelle. Moins d'échelons, c'est moins d'impôts. Plus d'échelons, c'est plus d'impôts.

La France, Mesdames et Messieurs, ne s'en sortira pas en travaillant moins mais en travaillant davantage. Tout doit donc être fait pour encourager le travail alors que depuis des décennies, on s'est efforcé par tous les moyens de le décourager.

Le gouvernement a mis un terme aux effets si nocifs des 35 heures. Nous avons détaxé les heures supplémentaires. Nous avons maintenu les exonérations de charges sur les bas salaires. Nous avons instauré le RSA, relancé la participation et l'intéressement. Il y a un fil conducteur à toutes ces mesures : faire en sorte que le travail coûte moins cher à l'entreprise, que le travail paie, que le travail soit libéré, que le travail soit récompensé.

La crise va nous inciter à aller plus loin et plus vite dans les réformes qui contribuent à réhabiliter le travail au moment même où le modèle d'une finance spéculative s'effondre.

La loi à venir sur la participation et l'intéressement s'inscrit exactement dans cette perspective de rééquilibrage entre le capital et le travail. Ne pas donner tous les bénéfices aux dirigeants et aux actionnaires, en destiner une part plus grande à ceux qui par leur travail ont créé la richesse, redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs sans alourdir les charges fixes de l'entreprise et ainsi remettre le capitalisme à l'endroit, voilà l'autre révolution qu'il nous faut entreprendre.

Est-il besoin d'ajouter que dans la situation actuelle, **tout ce qui pourrait contribuer à alourdir le coût du travail serait ni plus ni moins que suicidaire ?**

Réduire les exonérations de charges sur les salaires, ce ne serait pas reprendre un cadeau fait aux entreprises, ce serait contribuer à détruire de l'emploi au moment même où le ralentissement de la croissance fait repartir le chômage à la hausse et où la concurrence des pays à bas salaires ne cesse de s'intensifier.

Financer le RSA en taxant le travail aurait eu le même effet.

Je veux prendre mes responsabilités devant vous, j'assume donc la décision de financer le RSA en taxant légèrement les revenus financiers qui depuis des années augmentent plus vite que les revenus du travail. C'est une décision juste, c'est une décision raisonnable. **Elle ne remet pas en cause l'objectif de baisse globale des prélèvements puisque les diminutions d'impôts et de charges décidées depuis 15 mois l'emportent de plus de 10 milliards sur les hausses.** Je constate que j'ai entendu des cris quand on a créé cette taxe pour financer le RSA, mais que je n'ai pas entendu grand chose quand on a baissé les impôts.

La responsabilité du gouvernement, c'est de mener une politique équilibrée. Nous sommes le gouvernement de tous les Français, pas de quelques uns, et nous devons être, me semble-t-il, prisonniers d'aucun lobby, d'aucun groupe de pression, d'aucun intérêt quel qu'il fût et quelle que soit, par ailleurs, leur légitimité.

J'ajoute qu'au fur et à mesure qu'un nombre croissant de ceux qui jusqu'à présent sont piégés par l'assistance sera incité à reprendre un travail, la taxe sur les revenus de l'épargne sera diminuée.

L'autre figure du capitalisme qu'il faut réhabiliter c'est celle de l'entrepreneur. **Au capitalisme financier, il faut opposer le capitalisme des entrepreneurs.** A côté de la valeur travail, il faut remettre l'esprit d'entreprise au cœur du système de valeur de l'économie. C'est toute la philosophie de la loi de modernisation de l'économie et c'est la priorité de la politique économique.

Si nous manquons d'entrepreneurs capables d'inventer l'économie de demain, ce n'est pas parce que les Français seraient plus dépourvus que les autres d'esprit d'entreprise mais c'est parce que tout a été fait pour empêcher les Français d'entreprendre comme tout a été fait pour les empêcher de travailler.

On ne parlait plus de travailleur parce que l'on détestait le travail. On ne parlait plus d'entrepreneurs parce que l'on détestait la vraie prise de risque, celle qui pousse par son travail, par son effort et par son intelligence à créer de la richesse.

Il faut opposer l'effort du travailleur à l'argent facile de la spéculation, il faut opposer l'engagement de l'entrepreneur qui risque tout dans son entreprise à l'anonymat des marchés financiers, il faut opposer un capitalisme de production à un capitalisme de court terme, il faut accorder une priorité à l'industrie au moment où l'étau de la finance se desserre, voilà tout le sens de la politique économique que nous voulons conduire.

*
* *

Enfin, dire la vérité aux Français, c'est leur dire, même si cela ne plaît pas à tout le monde, que nous passons d'un monde d'abondance à un monde de rareté. C'est-à-dire d'un monde où l'on utilisait les ressources naturelles comme si elles étaient inépuisables à un monde où l'épuisement à venir des ressources naturelles sera une préoccupation de tous les jours.

Dans le monde de la rareté, je veux le dire aux Français, il va falloir payer plus cher le pétrole, plus cher le gaz, plus cher les matières premières.

Les Français devront produire autrement, consommer différemment. Ils devront apprendre à faire constamment des efforts pour économiser les ressources devenues rares qui ne peuvent plus être gaspillées.

La pollution et le réchauffement climatique menacent l'avenir de la planète.



Si l'on ne veut pas que des catastrophes écologiques débouchent sur des déplacements massifs de populations et des catastrophes humaines et politiques, alors il faut que chacun assume la conséquence de ses choix, il faut que chacun supporte le coût de ses décisions et paie le juste prix de ce qu'il consomme.

Dans le monde de demain le **principe pollueur-payeur s'appliquera partout**. Si nous ne l'appliquons pas, nous léguons aux générations futures un monde invivable.

S'il faut moins taxer l'investissement, moins taxer le travail, moins pénaliser l'effort et la réussite, moins taxer les produits propres, il faut en revanche davantage taxer la pollution.

Utiliser la fiscalité pour relever le défi écologique, c'est indispensable si l'on veut inciter à des changements profonds de comportements.

Si dans la situation actuelle où tant de Français se trouvent confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat, il est exclu de renchérir le prix des produits de grande consommation, je veux dire à quel point **je crois que le système du bonus-malus est un bon système**. L'expérience sur l'automobile a été particulièrement concluante avec 500 000 bonus distribués en 8 mois, qui ont déplacé massivement la demande vers les véhicules les plus écologiques. **Ce système extrêmement incitatif du bonus-malus permet de gagner des années dans le changement des modes de consommation, nous devons l'étendre à d'autres produits. Cette extension se fera dans la concertation. Elle se fera progressivement. Mais elle se fera. J'en prends l'engagement. Comme je prends l'engagement solennel que toutes les conclusions du Grenelle de l'environnement seront mises en œuvre** parce qu'elles permettront à notre pays de prendre de l'avance dans la mutation inéluctable qu'imposera dans les années qui viennent à tous les pays du monde la prise de conscience du risque écologique et de l'épuisement du pétrole et des ressources non renouvelables.

Il y a tous ceux qui me conseillent de ne pas prendre des mesures difficiles et de laisser à ceux qui nous suivront, les mesures que l'on n'aura pas eu le courage de prendre. Eh bien, si le général de GAULLE avait agi ainsi, nous n'aurions pas l'atout que représente aujourd'hui l'énergie nucléaire. Mon devoir, c'est de prendre les décisions, de les assumer tout de suite et de les prendre immédiatement.

Je crois à la croissance durable.

Ce que nous avons décidé de faire est très ambitieux.

Et la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, c'est la **multiplication par 4 de nos capacités de transports en commun en sites propres. C'est la construction de 2 000 kilomètres de lignes à grande vitesse supplémentaires**. Nous sommes très fiers de Strasbourg, capitale européenne. Mais quand nous mettons tant d'années à faire venir le TGV à Strasbourg, permettez-moi de vous dire, cela ne grandit pas l'image de notre pays. Si on voulait que Strasbourg soit la capitale de l'Europe, alors il fallait faire le TGV Est plus rapidement que nous ne l'avons fait, c'est la décision qu'avec François FILLON et Jean-Louis BORLOO, nous avons prise.

La mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, c'est aussi **la rénovation de tout le parc des logements sociaux et des bâtiments publics pour les adapter aux exigences d'économie d'énergie**.

Toutes ces dépenses nouvelles seront gagées sur les futures économies d'énergie et elles exerceront sur notre activité un formidable effet d'entraînement. Il ne s'agira pas cette fois-ci de sacrifier l'avenir au présent, mais au contraire de mettre notre pays dans la meilleure situation possible pour affronter l'avenir.



Face à la crise, il y a toujours deux attitudes : il y a celle qui consiste à bien rester caché, attendre que cela passe en attendant que la croissance revienne, car elle reviendra. Et puis, il y a celle qui consiste, et c'est la politique que nous allons mener, à profiter de la crise pour en faire une opportunité au service des réformes qui ont trop attendu dans notre pays, dont notre pays a besoin et qui lui permettront de tirer le meilleur parti de la reprise.

Alors, je le sais, il y aura des mécontentements, il y aura des rentes de situation qui vont être changées, il y aura des immobilismes qui seront bousculés, mais personne ne pourra dire que le gouvernement de la France n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités en refusant de sauter les obstacles inéluctables que le monde nouveau impose à notre pays. De cette crise, on va faire une opportunité pour augmenter la vitesse et la rapidité de l'adaptation de la modernisation de notre pays.

Je souhaite que nous développions massivement les programmes de recherche dans les nouvelles sources d'énergie, ce n'est pas parce que nous avons le nucléaire que nous devons être absents des nouvelles sources d'énergie. Il faut une nouvelle source d'énergie et le nucléaire. Nous allons investir massivement dans les technologies propres, dans les nouveaux systèmes de transport comme la voiture électrique. **Nous allons remplacer nos centrales nucléaires par les centrales de nouvelle génération de façon accélérée. Nous allons mettre en œuvre le programme des infrastructures des transports collectifs le plus rapidement possible. Et cela donnera du travail à nos entreprises. Je veux que soit mis à l'étude un grand plan de rénovation des infrastructures des transports collectifs dans les grandes villes** où la situation est devenue souvent critique. L'Etat jouera son rôle, y compris financièrement, de toute façon, l'Etat a trop dépensé dans le passé pour la gestion, et l'Etat n'a pas assez investi parce que l'investissement est au cœur d'une stratégie économique tournée vers l'avenir.

Nous ne pouvons plus attendre pour investir dans la formation, dans la recherche, dans l'innovation pour accomplir la révolution numérique.

C'est la raison pour laquelle j'ai voulu que notre système de formation professionnelle soit entièrement repensé. Cette réforme de la formation professionnelle qui fait l'objet d'une négociation entre les partenaires sociaux, je souhaite qu'elle soit ambitieuse et surtout qu'elle soit rapidement mise en œuvre. Le diagnostic est connu de tous. **Je souhaite que des décisions en la matière soient prises avant la fin de l'année.**

J'ai voulu que nos universités soient autonomes et qu'une partie du capital d'EDF soit vendue pour financer la rénovation de nos campus. **J'ai voulu également donner la propriété intellectuelle de leurs découvertes et leur donner les moyens de les valoriser à nos universités.** Nous allons développer encore ce système.

En matière de recherche, avec le crédit d'impôt recherche à 30%, nous avons maintenant le meilleur, le système le plus ambitieux pour favoriser la recherche de nos entreprises. La réforme de notre système de recherche public sera menée jusqu'au bout. **Une stratégie nationale de recherche sera définie.**

La priorité budgétaire à la formation et à la recherche, quelles que soient les difficultés d'aujourd'hui, nous allons la maintenir.

*
* *

Mesdames et Messieurs,



Tous ces défis sont immenses.

Mais la France, la France que nous aimons, peut relever ces défis. J'ai confiance dans les Français. J'ai confiance dans les atouts de la France. J'ai la certitude que nos réformes vont porter leurs fruits. J'ai la certitude que par notre travail, la France saura faire sa place dans le monde du XXI^{ème} siècle. **J'ai la certitude que nous pouvons réussir à refonder le capitalisme.**

Jamais, j'en ai conscience, depuis 1958 autant de changements n'ont été accomplis en si peu de temps. Quand la situation économique mondiale redeviendra meilleure, car elle redeviendra meilleure, parce que l'histoire de l'humanité, c'est l'histoire de crises et puis de reprises. Eh bien, quand elle reviendra meilleure, nous tirerons les fruits de nos efforts sur l'équilibre de nos finances publiques, sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat et sur le bien-être de chacun. Je suis lucide sur la gravité de la crise, mais optimiste sur les atouts de la France.

Je suis déterminé à poursuivre la modernisation de notre économie et de notre société quelles que soient les difficultés parce qu'au plus profond de moi-même, j'ai la conviction qu'il n'y a pas d'autre voie efficace pour la France.

Alors que les vieilles idées et les vieilles structures sont balayées, notre stratégie c'est d'être imaginatifs, c'est d'être audacieux.

Nous avons le choix : subir le changement ou en prendre la tête. Mon choix est fait.



Mes chers compatriotes,

Au milieu des difficultés, nous devons précéder la marche du monde et non la suivre et ainsi la France, la France sera fidèle à elle-même. Elle sera fidèle à son histoire, à ses valeurs.

Mesdames et Messieurs,

Vive la République !

Vive la France !